

Ces Marocains qui fuient la crise en Europe Douloureux retour au bled

• Obligés de rentrer, les immigrés sont confrontés à d'autres défis

• Administration, scolarité des enfants, travail... le redéploiement est compliqué

• Laissant derrière eux dettes et hypothèques, ils se sentent écrasés par le poids de l'échec

RACHID habite dans les faubourgs de Barcelone. Comme à chaque fois qu'il rentre au bercail, Rachid s'achète un utilitaire à petit prix et entasse ses valises dans le coffre pour une longue route vers Algésiras, d'où il pourra prendre le ferry vers Tanger et ensuite Larache, sa destination finale. Cette fois-ci, c'est un aller sans retour pour Rachid qui a pris sa décision: il revient pour s'installer définitivement au Maroc. «Il n'y a plus rien à faire en Espagne», regrette-t-il. Le phénomène du retour quasi définitif des Marocains résidant en Espagne est devenu assez fréquent depuis que la crise bat son plein dans le pays ibérique. Difficile cependant d'en évaluer le nombre exact en l'absence de chiffres officiels. Déclarés ou sans papiers, ces MRE sont les premières victimes de la récession économique. Vulnérables, ils ont été les premiers à être sur les listes des chômeurs. Certains parlent de centaines, d'autres de milliers qui auraient fait leurs valises, entassé leur vie dans des cartons et pris le chemin du retour définitif vers le Maroc.

«J'ai passé 20 ans en Espagne, mais un beau jour, je me suis rendu à l'évidence, c'est le moment du retour», explique Chakir qui gérait un restaurant à Cadix, au sud de l'Espagne. Associé avec un autre Marocain qui a décidé, lui, de rester, Chakir a vu la recette moyenne par personne de son restaurant passer de 40 à 15 euros en l'espace de deux ans. «Je ne pouvais plus tenir et les factures commençaient à s'entasser», justifie-t-il. Il est rentré au Maroc et a dû recommencer tout à zéro, l'idée de l'échec ne le quittant plus. Envahis par un sentiment de honte et surtout d'échec, la plupart de ceux qui n'ont eu de choix que de revenir au Maroc sont tellement empreints d'amertume qu'ils refusent l'idée même d'être pris en photo, de peur d'être reconnus par leurs proches ou voisins.

Pourtant, certains d'entre eux avaient

complètement réussi leur intégration, mais ont fini par faire faillite. Tel cet entrepreneur dans le bâtiment qui avoue avoir perdu 5 millions d'euros en moins d'une année. «Je travaillais pour divers groupes espagnols dans différents chantiers. L'euphorie du début des années 2000 nous a obnubilés. Peu à peu, les chèques commençaient à revenir impayés et les effets étaient renégociés sans cesse», avoue Brahim. Rentré il y a un

mais mûrement réfléchi dans mon cas», avoue à son tour Said, qui travaillait dans un magasin d'électroménager. «Devant la chute du chiffre d'affaires, mon patron a décidé de réduire l'effectif l'an dernier», explique-t-il. «J'ai essayé de tenir, mais voyant mes économies fondre comme neige au soleil, j'ai pris la seule décision qui s'imposait, celle de rentrer», continue ce dernier. Said louait un studio avec trois amis à Barcelone. Son départ les a

dettes. Pas sûr qu'il récupère ne serait-ce que ses arriérés de salaire», raconte Said.

Une fois la décision prise, le retour au Maroc ne se fait pas sans embûches. Les familles marocaines de MRE avec des enfants doivent aussi gérer la scolarisation de ces derniers, un vrai casse-tête. En effet, difficile d'intégrer l'école marocaine. Quant à l'enseignement espagnol, la mission subit une pression si importante depuis quelques années qu'elle refuse du monde. Autre souci pour ceux qui perçoivent des allocations chômage. «Je devais rentrer en Espagne tous les mois pour les toucher. Depuis quelques mois, on demande à voir mon passeport, histoire de s'assurer que je ne partais pas au Maroc», explique Jamal pour qui c'est la goutte de trop, mais pas au point de provoquer le retour.

C'est que l'idée du retour, si elle reste tentante, n'est pas à la portée de tout le monde. Certains ne peuvent s'y résoudre. Soit à cause des dettes qu'ils ont contractées pour leur départ: études ou émigration clandestine, soit parce qu'ils ne peuvent s'accommoder de l'idée d'un échec. «Pour bon nombre de nos compatriotes, le retour au bled chaque été avec voiture et cadeaux était une fête, un moment d'extase. Revenir de manière définitive, sans le sou, n'est pas une option réjouissante», explique en analyste Yahya qui, lui, a eu la chance de revenir travailler au Maroc pour le compte de son employeur espagnol.

Mais l'écrasante majorité préfère aller vers le Nord. En effet, plutôt que de rentrer au Maroc, c'est vers d'autres pays européens moins frappés par la crise que la majorité des Marocains installés en Espagne se sont dirigés. Le pays de prédilection reste la Belgique suivie de la France et, dans une moindre mesure, l'Allemagne. Mais même ces pays ont commencé à réagir en semant des entraves administratives aux émigrants voulant s'installer chez eux. Même les Marocains ayant la double nationalité, donc citoyens de l'Union européenne, n'y échappent pas, se plaint Chakir qui avait réfléchi à cette option. Depuis, il ne semble pas regretter sa décision de rentrer au Maroc. Avec son diplôme d'ingénieur en industrie navale et une formation en construction de matériaux composites, il veut se lancer dans la construction de petites embarcations en fibre. Il a d'ailleurs d'autres idées de projets basés sur cette technique composite. «Le Maroc a énormément changé ces dernières années avec plein d'opportunités. On va tenter notre chance», conclut Chakir. □

Ali ABJOU



Vulnérables, les MRE ont été les premiers à figurer sur les listes des chômeurs. Comme à l'accoutumée pour les vacances, des milliers ont pris le chemin du retour, pour la plupart, définitif. Certains reviennent honteux, d'autres désespérés car n'ayant aucune alternative. «On va tenter notre chance», espèrent les rares qui gardent encore l'espoir de se renflouer (Ph. Archives)

an, il a pu se renflouer en montant une petite entreprise dans le bâtiment. Mais il garde tout de même en poche un des nombreux chèques en bois que la banque lui a rendus, histoire de se remémorer une époque révolue. «Certes, le climat d'entrepreneuriat n'est pas idyllique au Maroc et les chèques en bois ne sont pas unique-

mis dans l'embarras. Ils devront se partager dorénavant le loyer à trois. «L'indemnité de départ ainsi que quelques économies devraient me permettre de me lancer dans le commerce avec mes cousins à Tétouan», explique-t-il, même si l'idée de devoir affronter l'Administration marocaine lui fait quand même

Le piège des hypothèques

LE manque de perspectives et le chômage galopant ne rassurent guère chez le voisin du Nord. L'Espagne traverse l'un des épisodes les plus noirs de son histoire avec un taux de chômage qui a frôlé la barre des 21%. Un adulte actif sur cinq est sans emploi, soit un total de près de 5 millions de chômeurs, selon les chiffres officiels. La crise financière fait aussi des ravages au niveau des banques espagnoles. Les répercussions se font sentir directement sur le portefeuille de nombreuses familles via les hypothèques qui ont connu une nette augmentation ces dernières années. Pour de nombreux Marocains ayant acquis un logement, c'est l'un des principaux problèmes. Ce n'est que depuis quelques mois que les banques acceptent de reprendre les clés des maisons pour défaut de paiement. □

ment une spécialité espagnole, mais avec de la persévérance, on arrive à se faire une place», dit-il.

«La décision du retour est difficile,

peur. Certains de ses amis ont eu moins de chance. «L'un de mes amis n'a rien eu. Son patron espagnol s'est volatilisé dans la nature, laissant derrière lui d'énormes

Ces Marocains qui fuient la crise en Europe

Le Maroc, un eldorado pour les Espagnols aussi

• Le Maroc, «destination préférée», moins chère et plus

«sympa»

• Ouvriers du bâtiment, ingénieurs, ou saltimbanques... les profils sont divers

LA crise qui sévit en Espagne n'affecte pas seulement les Marocains qui y sont installés. Elle «contraint» à l'émigration les Espagnols aussi et pour bon nombre d'entre eux le Maroc est l'une de leurs destinations préférées car proche, accessible et pas chère. C'est le cas de plusieurs dizaines de travailleurs espagnols qui se sont installés, le temps de quelques chantiers à Tanger. Ces derniers travaillent, selon le chef d'un chantier, par lots et non par journées. C'est ainsi que leurs journées sont souvent plus «longues», que celles d'un ouvrier du bâtiment marocain. «Même payés plus, ils me reviennent moins cher que des ouvriers locaux à cause de leur productivité.



La crise qui sévit «contraint» à l'émigration les Espagnols aussi et pour bon nombre d'entre eux le Maroc est l'une de leurs destinations «de rêve» : proche, accessible et pas chère. Ils s'y installent pour des durées déterminées et la plupart travaillent dans des chantiers (Ph. CS)

D'ailleurs, pour travailler dans le bâtiment, la main d'œuvre même locale fait cruellement défaut», explique cet opérateur qui emploie des Espagnols. Car c'est un fait,

la main d'œuvre locale dans le bâtiment est très rare à Tanger, elle est «importée» d'habitude d'autres régions du Maroc, et depuis quelque temps, même de chez nos

voisins ibériques. Selon lui, les ouvriers espagnols dans le bâtiment se retrouvent à Tanger, Tétouan, mais aussi à Nador et même Oujda. Ils seraient présents aussi dans des chantiers à Casablanca et plus au sud. Des entreprises sous-traitantes espagnoles travaillant pour de grands groupes marocains préfèrent amener leur propre main d'œuvre, généralement plus qualifiée que celle locale, et à cause de la crise, plus abondante aussi. Certains nouent des contacts et reviennent pour des opérations ou des travaux ponctuels, selon des opérateurs du secteur du bâtiment.

Certains sont des patrons de petites structures dédiées à la construction qui se sont retrouvés sur le carreau après la crise. Ils peuvent de la sorte, lors de petites escapades au Maroc, gagner un peu

L'Espagne veut récupérer ses chômeurs

IL y a quelques années, les chômeurs espagnols avaient découvert que vivre au Maroc avec leurs allocations chômage était possible. On avait assisté pendant quelques mois à une ruée d'Espagnols à Tanger, Tétouan et Martil. La tendance n'a pas trop duré. Le gouvernement espagnol s'est rendu compte de la situation et a imposé des conditions sévères pour continuer à percevoir l'allocation chômage, entre 450 et 700 euros. Il fallait justifier d'un séjour continu en Espagne, pour s'assurer que les sommes perçues étaient bel et bien dépensées en Espagne et éviter la fuite de devises. Une mesure qui a affecté les intéressés marocains qui devaient rester en Espagne sous peine de perdre leurs allocations. □

Le flop des plans de retour volontaire

• Percevoir les allocations chômage d'avance

• Mais s'engager à ne pas rentrer avant trois ans

• Une perspective qui n'a pas séduit les MRE

APPUYER les retours volontaires des émigrés, tel est l'objectif des plans de retour volontaire que l'Espagne avait lancés depuis 2003. Le dernier en date, avait été approuvé par le législatif espagnol en 2008. Le gouvernement socialiste espagnol de l'époque s'était montré très optimiste. L'exécutif de Zapatero s'attendait à ce que plus de 100.000 émigrés en situation régulière avec droit à des prestations sociales ou allocations chômage puissent profiter de ce plan. Mais même après trois années, on reste très loin de ces objectifs. Selon des chiffres de 2011, moins de 30.000 émigrés ont profité de ce plan, ce qui reste loin de la ruée que l'on attendait. Pourtant l'un de ses points forts est la possibilité de percevoir l'intégralité des allocations chômage

en deux tranches. La première de 40% est payée avant le départ. Le reste après le retour, au consulat duquel dépend le lieu de résidence de l'intéressé. Mais le plan prévoit des conditions restrictives, la plus critique est le retrait de la carte de résidence et l'engagement à ne pas ren-

trer en Espagne avant trois ans. Cette dernière condition a échaudé pas mal d'émigrés. Bon nombre d'entre eux ne se sont pas résignés à risquer la perte de leurs documents, si chèrement gagnés, malgré les garanties espagnoles de retour et de priorité en cas de demande de retour. Ces conditions n'ont que très peu séduit

Les Roumains et les Marocains en tête

L'ESPAGNE accueille 5,2 millions de résidents étrangers dont la moitié sont issus de pays non communautaires. Les Marocains avec une carte de résidence constituent la première nationalité avec 801.700, selon des chiffres officiels espagnols, soit un peu moins du tiers du total des résidents étrangers non communautaires. Leur taux a connu une variation notable de 5,7% par rapport à 2010. Ils sont suivis de loin par les Equatoriens avec un peu plus de 300.000 personnes et les Boliviens avec 224.000. La seule nationalité à dépasser la marocaine en termes de nombre est celle roumaine avec 912.000 citoyens issus de ce pays, installés en Espagne mais ils sont soumis à un régime différent car considérés des résidents issus de pays de l'Union Européenne. □

d'avion pour une seule personne peut atteindre les 1.000 euros. D'autre part, le plan ne prend pas en considération le cas de mariages mixtes ni celui des familles marocaines dont l'un des conjoints a eu la nationalité, très fréquents parmi les Marocains. □

A. A.

Ali ABJIU